

Voilà cher-es- camarades et ami-es nous avons pu entendre successivement celles et eux qui sont en grève aujourd'hui, en grève pour l'avenir de leur entreprise, en grève pour défendre cette conception du service public, service public en danger par l'austérité et la rigueur pour faire le lien aux thèmes aujourd'hui..

### **Avant de commencer Petit mot et pensée pour clément méric**

Que ce soit dans la santé, le transport ou l'énergie et dans bien d'autres domaines, les politiques libérales frappent et menacent par le biais de l'austérité partout en Europe.

Au Portugal, Italie, Espagne, en Grèce entre autres bien entendu, les peuples se soulèvent et résistent comme aujourd'hui même en Grèce. Ils se battent depuis des années pour certains parce que l'austérité, la rigueur qui les frappent est injuste et insupportable.

Le dernier exemple de pratiques inacceptable des conséquences de l'austérité date d'avant hier en Grèce où le gouvernement sous pressions européennes libérales a fermé le service public audiovisuel de but en blanc. Résultat : 2500 chômeurs de plus, circulez y a plus rien à voir.

Je ne pourrais pas intervenir sans évoquer aujourd'hui un autre visage dramatique de l'austérité le massacre de « Rana Plaza ». L'effondrement de l'immeuble où ont péri plus de mille femmes, hommes et enfants de l'industrie de la confection est une des conséquences du capitalisme exacerbé et a une nouvelle fois mis en lumière les conditions de travail sociales et humaines, indécentes dans lesquelles les vêtements sont confectionnés pour le compte des grandes enseignes généralistes. Nous ne pouvons pas concevoir que dans quelque pays que ce soit, travailler puisse signifier la mort ou le handicap à vie. Les groupes de distribution ne peuvent pas se dédouaner de leurs responsabilités en déclarant ignorer ce qui se passe dans les usines de confection en Asie, en s'abritant derrière le secret des relations commerciales qu'elles concluent avec leurs sous-traitants. Nous exigeons la transparence notamment dans les relations commerciales entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Les organisations syndicales doivent avoir accès aux informations et être en capacité de veiller au respect des normes internationales du travail et de l'Accord mondial par les entreprises signataires.

Difficile de faire une transition, mais pour revenir au sujet d'aujourd'hui, En France c'est plus de mille chômeurs supplémentaires, PAR JOUR !

La hausse du chômage est significativement marquée par le sous-emploi des jeunes : 6 millions de jeunes européens sont au chômage dont plus de 700 000 en France, soit plus d'un jeune sur quatre.

100 000 emplois ont été détruits en 2012 et la même tendance se poursuit cette année. Le département de l'Aube ne fait pas exception puisque le taux de chômage dépasse largement les moyennes nationales pour dépasser les 17000 chômeurs

Les prévisions économiques annoncent, en outre, une aggravation du chômage jusqu'en 2014. Là encore l'Aube est en alerte puisque les perspectives sur l'emploi industriel entre autres, sont mauvaises. En effet, les pansements sur la politique de l'emploi n'y remédient nullement :

- 17 347 contrats emplois d'avenir signés sur les 100 000 escomptés en fin d'année 2013,
- les contrats de génération peinent à voir le jour,
- l'effet réel de la loi dite « de sécurisation » de l'emploi ne consiste qu'à fragiliser l'emploi et vont sécuriser les licenciements.

Sous prétexte, d'améliorer la croissance, la Commission Européenne préconise aujourd'hui une série de mesures prioritaires à prendre par la France, parmi lesquelles la réforme des retraites, la baisse du coût du travail, mais aussi la réforme du système d'indemnisation des chômeurs : alors qu'actuellement, un chômeur sur deux, seulement, est indemnisé.

Or, il est désormais prouvé que l'austérité n'améliore pas la croissance d'un pays. Ceux qui l'ont tenté continuent à s'enfoncer dans le chômage, la misère et le désespoir.

En témoignent les dernières annonces sur la politique familiale.

Le gouvernement modifie à nouveau les avantages fiscaux attribués aux familles : diminution du quotient familial et suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité

Les mêmes catégories touchées par les mesures fiscales et dont les ressources sont jugées élevées sont à nouveau touchées.

Nous réfutons l'idée que la branche famille, par ces revalorisations aussitôt rattrapés par l'inflation, résoudra la question de la pauvreté des familles monoparentales et nombreuses. Lutter contre la pauvreté nécessite des politiques ambitieuses de lutte contre le chômage, les bas salaires, la précarité et le temps partiel imposé.

On nous affiche 4,3 milliards d'économies sur 3 ans pour la branche famille, toujours dans sa logique d'une résorption des déficits par des abaissements des droits des bénéficiaires. Cette logique est dangereuse y compris pour les autres branches de la Sécurité Sociale, maladie et vieillesse.

D'autres choix sont possibles, en matière de développement économique et de financement de la protection sociale.

Pour assurer la pérennité de la branche famille, il faut augmenter ses ressources en allant chercher l'argent là où il y en a.

Tout autant menaçantes les conclusions du rapport Moreau sur les retraites.

Ce rapport a été communiqué verbalement aux organisations syndicales :

- ▶ *"sous-indexation des pensions, annoncée sur trois ans, alors que les revalorisations actuelles ne maintiennent pas le pouvoir d'achat,*
- ▶ *hausse de la CSG pour les retraités à hauteur de 7,7%, qui s'ajouterait à la taxe de 0,3% mise en œuvre au 1er avril*
- ▶ *suppression de l'abattement fiscal de 10%,*
- ▶ *hausse sous-indexation des salaires pris en compte pour le calcul de la retraite (on cotiserait plus pour avoir moins )."*
- ▶ l'allongement de la durée de cotisation qui retarderait l'âge de départ sauf à minorer les pensions liquidées. Les modifications du mode de calcul des retraites des fonctionnaires aboutiraient à baisser les montants des pensions.
- ▶ Le calcul de la retraites des fonctionnaires sur les 10 dernières années : alignement vers le bas.

En clair on prend les mêmes recettes du passé qui n'ont jamais résolu quoi que ce soit et on recommence !

Ces deux seuls exemples suffisent à montrer que pour le moment le seul objectif du gouvernement est de répondre au MEDEF d'une part et aux injonctions européennes comme celle de Baroso Dernièrement. Ce dernier n'hésitait même plus à s'ingérer par des préconisations qui vont toujours dans le même sens de régression sociale.

Ce que nous attendons ce sont des réponses, à contrario ,de l'austérité c'est un changement de cap pour répondre à nos préoccupations immédiates : les salaires, l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, des mesures contre les injustices et l'exclusion, la démocratie, des droits nouveaux dans les entreprises, la relance économique par des richesses partagées.

En lieu et place de toutes ces légitimes exigences, qu'entendons-nous ?

- ▶ **Qu'il faudrait diminuer les dépenses, c'est bien ce qu'on appelle poursuivre l'austérité**  
Au moment où l'investissement dans l'emploi et les missions de services public est réduit, l'annonce de nouvelles aides aux entreprises privées, par l'argent public est une provocation. Pire, le président confirme l'abandon de participations de l'État dans des entreprises publiques stratégiques.
- ▶ Les salariés sont en droit d'attendre des solutions concrètes qui pérennisent les entreprises et l'industrie en France.  
De l'argent pour l'investissement productif est à trouver ailleurs. Nous savons où le trouver
- ▶ **Nous entendons aussi qu'il faudrait aller plus loin dans la déréglementation du marché du travail**

Ce qui coûte, c'est la rémunération du capital et des actionnaires. Le travail ne coûte pas, il rapporte de l'argent à l'entreprise et à la société.

Depuis 1985, la part des dividendes versées aux actionnaires est passée de 5 à 25 % des richesses créées par le travail des salariés.

**Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros par an pour les investissements productifs, l'emploi, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit public.**

- ▶ Les mesures compétitivité/emploi vont accentuer encore la part qui revient aux entreprises et favoriser les politiques de bas salaires au détriment des besoins des salariés, de la relance par la consommation, du financement la protection sociale.
- ▶ Il est urgent, au contraire, d'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.

A contrario de ce que nous assèment les grands fanatiques de l'austérité, l'argent pour financer les salaires, l'emploi et la protection sociale existe, nous avons des propositions et revendications à faire valoir. Des chiffres clés simples et à répéter à l'envie

- ▶ 1% d'augmentation des salaires = + 2,5 milliards de recettes
- ▶ *égalité salariale femmes/hommes* = + 4 milliards
- ▶ *10 000 emplois créés* = + 1,3 milliards
- ▶ lutte contre le travail illégal = + 6 milliards;

On peut aussi aisément aller développer notre argumentation du côté de l'exil fiscal par lequel s'échappe 60 milliards d'euros rien que pour l'année 2011, rien que du territoire français.

Alors cher-e-s camarades, continuons notre travail d'explication et de persuasion autour de nous, les arguments ne manquent pas pour expliquer et aller à la mobilisation de toute évidence incontournable.

Démonstrons par l'exemple que cette austérité appelée parfois rigueur ne marche pas, je citais quelques pays d'Europe qui en sont victimes.

Ressassons sans arrêt que nous ne sommes pas responsables de cette crise qui a bon dos, que les responsables sont identifiés, et qu'il n'est pas question que nous en payions plus encore les pots cassés.

Réaffirmons en le prouvant que de l'argent, il y en a plus qu'il n'y en a jamais eu et que la solidarité cela consiste à faire payer ceux qui en ont les moyens et non l'inverse.

Donnons-nous la perspective d'une rentrée sociale de haut niveau par la mobilisation dans l'unité la plus large pour pousser à un changement de cap, pour que le changement ce soit maintenant !

